



CHAPITRE 65

CHAPTER 65

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Sanctionnée le 18 février 1954]

[Assented to, the 18th of February, 1954]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées, et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts autorisés.

1. Subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) vingt-cinq mille dollars pour des améliorations à l'Hôpital Civique de Québec;

b) soixante-cinq mille dollars pour l'achat d'appareils contre l'incendie.

Emprunt annuel autorisé.

2. Sujet à l'approbation des contribuables propriétaires, et subordonnement à l'autorisation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter annuellement, pendant une période de sept ans à compter du premier mai 1954, une somme de cinq cent mille dollars pour l'exécution de travaux imputables au compte capital; l'emprunt ici autorisé pourra être utilisé pour payer les

Preamble.

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Loans authorized.

1. Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Quebec is authorized to borrow the following sums:

a. twenty-five thousand dollars for improvements to the Quebec Civic Hospital;

b. sixty-five thousand dollars for the purchase of fire-fighting equipment.

Annual loan authorized.

2. Subject to the approval of the rate-payers who are property owners, and subject to the authorization of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city may borrow annually, for a period of seven years from the 1st of May, 1954, a sum of five hundred thousand dollars for the execution of works chargeable to capital account; the loan hereby authorized may be used to pay the indemnity or damages

indemnités ou dommages résultant des expropriations requises pour l'exécution des travaux de cette nature.

resulting from the expropriations required for the performance of such works.

Emprunt
annuel
autorisé.

3. Sujet à l'approbation des contribuables propriétaires et subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter annuellement, pendant une période de trois ans à compter du premier mai 1954, une somme de trois cent mille dollars pour la construction de pavages permanents et le remplacement de la surface d'usure des pavages permanents.

3. Subject to the approval of the ratepayers who are property owners and subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow annually, for a period of three years from the 1st of May, 1954, a sum of three hundred thousand dollars for the construction of permanent paving and resurfacing the permanent paving.

Annual
loan au-
thorized.

Émission
d'obliga-
tions.

4. Aux fins ci-dessus autorisées, la cité pourra émettre, par règlement du conseil, des obligations, portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas vingt ans. Lesdites obligations pourront aussi être émises avec fonds d'amortissement.

4. For the purposes authorized above, the city may, by by-law of its council, issue bonds bearing interest at a rate not exceeding five per cent payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than twenty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund.

Issue of
bonds.

Emprunt
autorisé.

5. Avec l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à emprunter une somme de quatre cent mille dollars pour continuer et compléter les travaux de construction d'une conduite d'aqueduc de quarante-deux pouces de diamètre.

5. With the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow a sum of four hundred thousand dollars to continue and complete, the work of construction of a waterworks conduit of forty-two inches in diameter.

Loan au-
thorized.

Émission
d'obliga-
tions.]

Aux fins ci-dessus, la cité pourra émettre, par règlement ou résolution du conseil, des obligations, portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq pour cent payable semi-annuellement, remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Lesdites obligations pourront aussi être émises avec un fonds d'amortissement.

For the above purposes the city may, upon by-law or resolution of its council, issue bonds bearing interest at a rate not exceeding five per cent payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than forty years. The said bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bonds
issue.

Émission
par séries.

6. Dans tous les cas où la cité est autorisée à emprunter par l'émission d'obligations, lesdites obligations peuvent être émises par séries ou avec fonds d'amortissement, même si la loi qui autorise l'emprunt ne prévoit que le remboursement par séries desdites obligations.

6. Whenever the city is authorized to borrow by the issue of bonds, the said bonds may be issued in series or with a sinking fund, even if the act authorizing the borrowing does not provide for the redemption of the said bonds series.

Issue in
series.

Marchés
étrangers.

7. Dans tous les cas où la cité a été autorisée à faire un emprunt par l'émission d'obligations, elle est autorisée à contracter ledit emprunt sur le marché

7. Whenever the city has been authorized to borrow by the issue of bonds it is authorized to contract such loan on the United States market or other foreign

Foreign
markets.

américain ou d'autres marchés étrangers, et ce dans la monnaie ayant cours légal au pays où l'emprunt est contracté.

markets, and in money then legally current in the country where the loan is contracted.

1929,
c. 95, a. 6,
remp.

S. L'article 6 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 12 George VI, chapitre 51, article 10, et par la loi 14 George VI, chapitre 77, article 6, est de nouveau remplacé par le suivant:

S. Section 6 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the act 12 George VI, chapter 51, section 10 and by the act 14 George VI, chapter 77, section 6, is again replaced by the following:

Division
en quar-
tiers.

"6. La cité se divise en huit quartiers, savoir: les quartiers Champlain, Saint-Jean-Baptiste, Montcalm, Saint-Roch, Saint-Sauveur-Est, Saint-Sauveur-Ouest, Limoilou-Ouest et Limoilou-Est; ces quartiers ont les limites suivantes:

"6. The city is divided into eight wards, namely: Champlain, St. Jean-Baptiste, Montcalm, St. Roch, St. Sauveur East, St. Sauveur West, Limoilou West and Limoilou East; such wards shall have the following boundaries:

Quartier
Cham-
plain.

Le quartier Champlain comprend toute cette partie de la haute-ville située en dedans des murs et toute cette partie de la basse-ville située à l'est d'une ligne tirée dans le milieu de la rue Saint-Roch, depuis le pied du cap jusqu'à la rivière Saint-Charles, et ce, jusqu'aux limites de la cité du côté de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery.

Champlain ward comprises all that portion of the Upper Town situated within the walls and all that portion of the Lower Town east of a line drawn in the centre of St. Roch street, from the foot of the cliff to the river St. Charles as far as the city limits adjoining the parish of St. Colomb de Sillery.

Quartier
Saint-
Jean-
Baptiste.

Le quartier Saint-Jean-Baptiste comprend tout l'espace qui est borné par le quartier Jacques-Cartier au nord, les murs de la ville à l'est, la cime du cap du fleuve Saint-Laurent au sud, et une ligne tirée du centre de la rue de Salaberry à l'ouest.

St. Jean-Baptiste ward comprises all the space bounded by Jacques-Cartier ward on the north, the walls of the city on the east, the summit of the cliff of the St. Lawrence river to the south, and a line drawn from the centre of De Salaberry street to the west.

Quartier
Mont-
calm.

Le quartier Montcalm comprend le territoire qui s'étend à l'ouest depuis la rue de Salaberry jusqu'aux limites de la cité et compris entre la cime du coteau Sainte-Geneviève du côté nord, et la cime du cap du fleuve Saint-Laurent et la paroisse de Sillery du côté sud.

Montcalm ward comprises the territory extending to the west from De Salaberry street to the city limits, included between the summit of the Ste. Geneviève hill on the north side, and the summit of the St. Lawrence cliff and Sillery parish, on the south side.

Quartier
Saint-
Roch.

Le quartier Saint-Roch comprend la partie de la cité bornée à l'est par une ligne tirée au milieu de la rue Saint-Roch, au nord par le lit de la rivière Saint-Charles, à l'ouest par une ligne tirée au milieu du boulevard Langelier, et au sud par la cime du cap.

St. Roch ward comprises that part of the city bounded to the east by a line drawn in the centre of St. Roch street, to the north by the bed of the river St. Charles, to the west by a line drawn in the centre of Boulevard Langelier, and to the south by the summit of the cliff.

Quartier
Saint-
Sauveur-
Est.

Le quartier Saint-Sauveur-Est est borné à l'est par le quartier Saint-Roch, au sud par la cime du coteau Sainte-Geneviève, à l'ouest par la rue Saint-Luc prolongée, et au nord par le lit de la rivière Saint-Charles.

St. Sauveur East ward is bounded to the east by St. Roch ward, to the south by the summit of Ste. Geneviève hill, to the west by the extension of St. Luc street and to the north by the bed of the river St. Charles.

Quartier
Saint-
Sauveur-
Ouest.

Le quartier Saint-Sauveur-Ouest est borné à l'est par le quartier Saint-Sauveur-Est, au sud par la cime du coteau Sainte-

St. Sauveur West ward is bounded to the east by St. Sauveur East ward, to the south by the summit of Ste. Geneviève

Geneviève, à l'ouest par l'avenue du Saint-Sacrement, et au nord par le lit de la rivière Saint-Charles.

Quartier
Limoilou-
Ouest.

Le quartier Limoilou-Ouest comprend cette partie de la cité située au nord de la rivière Saint-Charles, à l'ouest de la Troisième Avenue et du boulevard Benoît XV, au nord de la Vingt-Deuxième Rue et à l'ouest de la Quatrième Avenue et de son prolongement jusqu'aux limites de la cité.

Quartier
Limoilou-
Est.

Le quartier Limoilou-Est comprend cette partie de la cité située au nord de la rivière Saint-Charles, à l'est de la Troisième Avenue et du boulevard Benoît XV, au sud de la Vingt-Deuxième Rue et à l'est de la Quatrième Avenue et de son prolongement jusqu'aux limites de la cité incluant en ce cas le site des rues limitrophes.

Comité
adminis-
tratif
révisé.

Dans les trente jours qui suivront la sanction de la présente loi, le conseil révisera la constitution du comité administratif, en portant le nombre de ses membres à neuf, dont un choisi parmi les échevins de chaque quartier, et le maire.

Quorum.

Le quorum du comité ainsi constitué sera de cinq membres et il exercera les pouvoirs et devoirs à lui conférés par l'article 185 de la présente charte et ses amendements."

1929,
c. 95,
aa. 15-16,
remp.

9. Les articles 15 et 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacés par la loi 9 George VI, chapitre 71, et par la loi 14 George VI, chapitre 77, sont de nouveau remplacés par les suivants:

Maire.

"15. A compter des élections générales d'octobre 1944, le maire sera élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté. Il est le premier magistrat de la cité. Il la représente en toutes fonctions honorifiques. A compter du 15 décembre 1953, son indemnité sera de huit mille dollars par année. La cité lui paiera de plus les dépenses inhérentes à sa charge sur production de comptes jusqu'à concurrence d'un montant maximum annuel de quatre mille dollars en sus de certains frais de voyages et de représentations payés directement par la cité.

hill, to the west by St. Sacrement Avenue and to the north by the bed of the river St. Charles.

Limoilou West ward comprises that part of the city situated to the north of the river St. Charles, to the west of Third Avenue and Boulevard Benoît XV, to the north of Twenty-second Street and to the west of Fourth Avenue and its extension to the city limits.

Limoilou
West
ward.

Limoilou East ward comprises that part of the city situated to the north of the river St. Charles, to the east of Third Avenue and Boulevard Benoît XV, to the south of Twenty-second Street and to the east of Fourth Avenue and its extension to the limits of the city, including in such case the location of the streets bordering the ward.

Limoilou
East
ward.

Within the thirty days following the sanction of this act, the council shall revise the constitution of the administrative committee, increasing the number of its members to nine, one of whom shall be chosen from among the aldermen of each ward, and the mayor.

Adminis-
trative
commit-
tee re-
vised.

The quorum of the committee so constituted shall be five members and it shall exercise the powers and duties conferred upon it by section 185 of this charter and its amendments.

Quorum.

9. Sections 15 and 16 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the act 9 George VI, chapter 71, and by the act 14 George VI, chapter 77, are again replaced by the following:

1929,
c. 95,
ss. 15-16,
replaced.

"15. From and after the general elections of October, 1944, the mayor shall be elected for three years by the majority of the municipal electors who have voted. He shall be chief magistrate of the city and shall represent it on all state occasions. From the 15th of December, 1953 his remuneration shall be eight thousand dollars per annum. Moreover, the city shall pay him the expenses inherent in his office, upon production of accounts up to a maximum annual amount of four thousand dollars, in addition to certain travelling expenses and the cost of official entertainment paid directly by the city.

Mayor.

Echevins. "16. A compter du 15 décembre 1953, chaque échevin recevra comme indemnité, à même les fonds de la cité, une somme annuelle de deux mille dollars. Il recevra de plus le paiement des dépenses inhérentes à sa charge sur production de comptes jusqu'à concurrence d'un montant maximum annuel de mille cinq cents dollars en sus de certains frais de voyages et de représentations payés directement par la cité."

1929,
c. 95,
a. 20,
remp.
Vacance
dans la
charge de
maire.

10. L'article 20 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"20. Si la charge de maire devient vacante moins de deux ans après une élection générale, le greffier de la cité devra, dans les quinze jours qui suivent telle vacance, émettre une proclamation décrétant une élection pour ladite charge en fixant une date pour la présentation des candidats et une autre date pour l'élection.

Présen-
tation de candi-
dats.

La présentation des candidats devra se faire un lundi, et la votation devra se faire le deuxième mercredi suivant immédiatement la mise en nomination des candidats.

Listes
électo-
rales.

Cette élection aura lieu en utilisant les dernières listes électorales en vigueur dans la cité.

Vacance
remplie
par mem-
bre du
conseil.

Si la charge de maire devient vacante deux ans ou plus après une élection générale, le greffier de la cité devra, dans les quinze jours qui suivent telle vacance, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un des membres du conseil pour remplir la fonction de maire pendant le reste de son terme d'office, et le conseil, à cette assemblée, devra élire le maire. L'acceptation de la charge de maire par un membre du conseil a pour effet de rendre son siège vacant et, en pareil cas, ce siège restera vacant jusqu'à l'élection générale alors suivante."

1929,
c. 95,
a. 162e,
aj.

11. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 162d tel qu'édicte par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 64, le suivant:

Calcul de
certaines
pensions.

"162e. Pour établir la pension qui sera payable aux chefs du service des incendies et de la police municipale en fonction au premier janvier 1954, la cité

"16. From the 15th of December, 1953, each alderman shall receive, as indemnity, out of the city funds, a sum of two thousand dollars per annum. Moreover, he shall receive the payment of the expenses inherent in his office, upon production of accounts and up to a maximum annual amount of one thousand five hundred dollars, in addition to certain travelling expenses and the cost of entertainment paid directly by the city."

Aldermen.

10. Section 20 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 20,
replaced.

"20. Should a vacancy occur in the office of mayor within two years after a general election, the city clerk shall, within the eight days following such vacancy, issue a proclamation ordering an election for the said office and fixing a date for the nomination of candidates and another date for the election.

Vacancy
in office
of mayor.

The nomination of candidates shall be held on a Monday, and the poll shall be held on the second Wednesday next following the nomination of candidates.

Nomina-
tion of
candi-
dates.

Such election shall be held by using the last electoral lists in force in the city.

Electoral
lists.

Should a vacancy occur in the office of mayor two years or more after a general election, the city clerk shall within the fifteen days following such vacancy, call a meeting of the council for the purpose of electing one of the members of the council to act as mayor during the remainder of his term of office, and the council at such meeting, shall elect the mayor. If a member of the council accepts the office of mayor, his seat becomes vacant and, in that case, such seat shall remain vacant until the next general election."

Vacancy
filled by
member
of the
council.

11. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 162d as enacted by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 64, the following:

1929,
c. 95,
s. 162e,
added.

"162e. To determine the pension to be payable to the chiefs of the Fire Department and of the Municipal Police in office on the first of January 1954, the

Compu-
tation of
certain
pensions.

devra tenir compte de toutes les années de service pendant lesquelles ces employés auront contribué à l'un ou l'autre des fonds de pension établis par la cité de Québec en faveur de ses employés."

city shall take into account all the years of service during which such employees shall have contributed to either of the pension funds established by the city of Quebec in favour of its employees."

1929,
c. 95,
s. 287,
remp.

12. L'article 287 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 102, et modifié par la loi 3 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

12. Section 287 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, and amended by the act 3 George VI, chapter 102, is again replaced by the following:

Imposition de taxes.

"**287.** Le conseil, avant le premier avril de chaque année, doit imposer une taxe qui, en sus des autres revenus de la cité, sera suffisante pour rencontrer les dépenses prévues par le budget pour l'année fiscale suivante.

"**287.** The council, before the first of April of each year, must impose, over and above the other revenues of the city, a tax sufficient to meet the expenses provided for by the budget for the following fiscal year.

Dépenses excédant budget prohibées.

Dans aucun cas, le conseil ou un comité ne peut autoriser des dépenses ou le paiement d'une dette pour un montant plus élevé que celui prévu par le budget, et il est défendu sous les peines édictées par la présente charte, au trésorier, à l'auditeur, au maire ou à un membre quelconque du conseil, d'autoriser, de permettre ou de faire un tel paiement.

The council or a committee may not in any case authorize expenditure or the payment of a debt for an amount greater than that provided in the budget, and it is forbidden, under the penalties enacted by this charter, for the treasurer, the auditor, the mayor or any member of the council to authorize, to permit or to make such payment.

Taxe spéciale pour couvrir excédent de crédit.

Dans le cas où, au cours de l'année fiscale, un crédit est excédé ou une dette imprévue doit être payée, ce paiement ne peut être effectué que s'il est autorisé par règlement du conseil, qui impose en même temps une taxe spéciale pour y satisfaire. Cette taxe doit être ajoutée au rôle de cotisation le plus rapproché, et être perçue en même temps.

In a case where, during the fiscal year, an appropriation is exceeded or an unforeseen debt must be paid, such payment cannot be effected unless it is authorized by a by-law of the council, which at the same time levies a special tax to meet it. Such tax must be added to the nearest assessment roll, and collected at the same time.

Etat financier annuel.

Tous les ans, dans le cours du mois de juin, le trésorier de la cité doit transmettre au conseil un état, attesté sous serment, de la situation financière, et un relevé des revenus et dépenses de la cité pour l'année fiscale précédente, dûment certifié par l'auditeur de la cité. Le greffier devra transmettre copie certifiée dudit rapport au ministre des affaires municipales."

Every year, during the month of June, the city treasurer must transmit to the council a sworn statement of the financial situation and a summary of receipts and expenses of the city for the preceding fiscal year, duly certified by the city auditor. The clerk shall transmit a certified copy of the said report to the Minister of Municipal Affairs."

1929,
c. 95,
s. 287a,
aj.

13. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 287, le suivant:

13. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 287, the following:

Déficit.

"**287a.** Si, à l'expiration d'une année fiscale, il y a un déficit dans les opérations de l'année, le conseil doit, lors de la préparation du budget de l'année fiscale suivant la date de l'établissement dudit déficit,

"**287a.** If at the end of a fiscal year, there be a deficit in the year's operations, the council must, in preparing the budget for the fiscal year following the date of the establishing of the said deficit, meet

Deficit.

combler ce déficit en incluant dans les taxes de cette dernière année fiscale un montant suffisant ou pourvoir autrement au paiement de ce déficit.

Peine
pour in-
fraction.

Tout membre du conseil qui enfreint sciemment la présente disposition, outre les autres pénalités prévues par la charte, perd son droit à son siège, et celui-ci peut être déclaré vacant par tout tribunal compétent, sur procédures par *quo warranto*."

such deficit by including in the taxes for the last mentioned fiscal year a sufficient amount or otherwise provide for the payment of such deficit.

Any member of the council who knowingly infringes the present provision, besides the other penalties provided by the charter, shall lose the right to his seat, which may be declared vacant by any competent tribunal, on proceedings by *quo warranto*."

Penalty
for infrin-
gement.

1929,
c. 95,
a. 288,
remp.

14. L'article 288 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

14. Section 288 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 1 George VI, chapter 102, is again re-

1929,
c. 95,
s. 288,
replaced.

Délai
autorisé.

"288. Si les sommes qui doivent être votées et les taxes qui doivent être imposées conformément aux articles 286 et 287 respectivement n'ont point été votées ou imposées selon le cas, avant le premier avril, elles peuvent l'être après cette date, et les règlements nécessaires pourront aussi être adoptés après ce jour."

"288. If the sums which should be voted and the taxes which should be imposed in conformity with articles 286 and 287 respectively have not been voted or imposed as the case may be before the first of April, they may be voted or imposed after that date, and the necessary by-laws may also be passed after that day."

Delay
author-
ized.

1929,
c. 95,
a. 512,
remp.

15. L'article 512 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la loi 13 George VI, chapitre 72, article 14, est de nouveau remplacé par le suivant:

15. Section 512 of the act 19 George V, chapter 95, as replaced by the act 13 George VI, chapter 72, section 14, is again replaced by the following:

1929,
c. 95,
s. 512,
replaced.

Emprunt
autorisé.

"512. Pour les fins de l'article 511, la cité est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution du conseil, une somme n'excédant pas trois cents cinquante mille dollars."

"512. For the purposes of section 511, the city is authorized to borrow annually, by resolution of its council, a sum not exceeding three hundred and fifty thousand dollars."

Loan au-
thorized.

Pension
au maire.

16. La cité paiera à toute personne, qui aura rempli la fonction de maire de la cité pendant quinze années ou plus, et qui aura cessé de remplir ses fonctions, une pension annuelle, sa vie durant, de neuf mille dollars, payable par versements mensuels, égaux et payables d'avance, le premier de chaque mois.

16. The city shall pay, to any person who has held the office of mayor of the city for fifteen years or more, and who will have ceased to fill his office, an annual pension, during his lifetime, of nine thousand dollars, payable by equal monthly instalments, payable in advance, on the first of each month.

Pension
to mayor.

Incessi-
bilité, etc.

Cette pension sera incessible et insaisissable. Le présent article rétroagit au 15 décembre 1953.

Such pension shall be neither transferable nor subject to seizure. This section will take effect as of the 15th of December 1953.

Not trans-
ferable,
etc.

Avan-
tages au-
torisés.

17. La cité est autorisée à accorder à l'immeuble connu et désigné sous le numéro 573 aux plan et livre de renvoi du cadastre de Saint-Sauveur les avantages

17. The city is authorized to grant, to the immovable known and designated under number 573 on the plan and book of reference of the cadastre of St. Sauveur,

Avan-
tages au-
thorized.

prévus par la loi 4 George VI, chapitre 74, article 36, même si l'évaluation dudit immeuble excède dix mille dollars.

the advantages provided for by the act 4 George VI, chapter 74, section 36, even if the valuation of the said immoveable exceeds ten thousand dollars.

Cessions
de lots
autorisées.

18. La cité est et a toujours été autorisée à céder gratuitement à la Commission des écoles catholiques de Québec les lots suivants:

a) Les lots numéros 6, 7 et 8, redivisions du lot numéro 8, subdivisions du lot originaire numéro 431, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Roch nord;

b) Le lot numéro 3 et partie du lot numéro 9, redivisions du lot numéro 8, subdivisions du lot originaire numéro 431, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de Saint-Roch nord;

Ladite cession étant contenue dans un acte fait et passé le 13 juillet 1953, sous le numéro 3406 des minutes de Me Jules Vézina, notaire résidant et pratiquant dans la cité de Québec.

18. The city is and has always been authorized to transfer gratuitously to the Quebec Catholic School Board the following lots:

a. Lots numbers 6, 7 and 8, redivisions of lot number 8, subdivisions of original lot number 431, on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of St. Roch North;

b. Lot number 3 and part of lot number 9, redivisions of lot number 8, subdivisions of original lot number 431, on the plan and book of reference of the official cadastre of St. Roch North;

Such transfer being contained in a deed made and passed on the 13th of July 1953, under number 3406 of the minutes of Jules Vézina, notary residing and practising in the city of Quebec.

Vente
autorisées.

19. Sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à vendre de gré à gré à l'édifice Montmorency Inc. la partie est du lot 2209 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, dans la cité de Québec.

19. Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to sell by mutual agreement to l'Édifice Montmorency Inc. the east part of lot 2209 on the plan and book of reference of the official cadastre for St. Pierre ward, in the city of Quebec.

1929,
c. 95,
s. 565c,
aj.

20. La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 565b, tel qu'édicte par la loi 9 George VI, chapitre 71, article 28, le suivant:

20. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding, after section 565b, as enacted by the act 9 George VI, chapter 71, section 28, the following:

Pension
à la veuve
d'un juge.

"565c. A compter du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un juge de la Cour municipale de la cité de Québec actuellement en fonctions ou qui le deviendra, une pension de deux mille cinq cents dollars par année sera payée à la veuve si ledit juge décède alors qu'il est à sa pension ou durant l'exercice de ses fonctions. Cette pension sera payable annuellement à sa veuve en douze paiements mensuels, égaux sa vie durant et pendant viduité."

"565c. From and after the first day of the month following the death of a judge of the Municipal Court of the city of Quebec, now or hereafter in office, a pension of two thousand five hundred dollars per year shall be paid to the widow if the said judge dies while he is on his pension or during the term of his office. Such pension shall be payable annually to his widow in twelve equal monthly payments, for life, during her widowhood."

Pensions
prolon-
gées.

21. La cité prolongera, leur vie durant, mais pendant viduité, le paiement des pensions aux veuves des employés permanents de la cité qui sont devenus pen-

21. The city shall prolong, for life, but during widowhood, the payment of pensions to the widows of permanent employees of the city who have become

Transfer
of lots au-
thorized.

Sale au-
thorized.

1929,
c. 95,
s. 565c,
added.

Pension
to widow
of judge.

Pensions
prolon-
ged.

sionnaires ou sont décédés avant le premier janvier 1941.

pensioners or died before the first of January, 1941.

Garde de
salariés
agés.

22. La cité est et a toujours été autorisée à garder à son emploi les salariés ayant atteint l'âge de retraite prévu dans les lois, règlements ou contrats régissant les différents fonds de pension ou caisses de retraite de ses employés et à leur payer comme rémunération une somme ne devant pas excéder la différence entre le salaire fixé pour la fonction occupée et la pension payée en vertu des lois, règlements ou contrats régissant les fonds de pension ou caisses de retraite applicables à chaque salarié.

22. The city is and has always been authorized to keep in its employ salaried persons having reached the retirement age contemplated in the acts, by-laws or contracts governing the various pension or retirement funds of its employees and to pay them as remuneration a sum which must not exceed the difference between the salary fixed for the office held and the pension paid under the acts, by-laws or contracts governing the pension or retirement funds applicable to each salaried person.

Keeping
of aged
salaried
persons.

Durée de
la conven-
tion des
pompiers,
etc.

23. Nonobstant l'article 13 de la Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés, les conventions collectives entre la cité de Québec et les associations professionnelles représentant ses policiers, ses pompiers et ses employés manuels, pour la période débutant le premier mai 1955, seront pour un terme n'excédant pas douze mois, mais pour cette période seulement. A partir du premier mai 1956, elles seront pour un terme de vingt-quatre mois.

23. Notwithstanding section 13 of the Act respecting municipal and school corporations and their employees, the collective agreements between the city of Quebec and the professional associations representing its policemen, firemen and manual workers, for the period beginning on the first of May, 1955, shall be for a term not exceeding twelve months, but for such period only. From and after the first of May, 1956, they shall be for a term of twenty-four months.

Term of
collective
agreement
for fire-
men, etc.

Appro-
bation
requis.

24. Dans tous les cas où un règlement est assujéti à l'approbation des électeurs, propriétaires d'immeubles imposables, ce règlement devra, avant d'entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

24. In all cases where a by-law is subject to approval of the electors who are proprietors of taxable immoveables, such by-law, before coming into force and becoming enforceable, shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval
required.

Assem-
blée des
électeurs
proprié-
taires.

Dans les dix jours de l'adoption d'un tel règlement par le conseil municipal et avant qu'il soit soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le greffier de la cité devra convoquer une assemblée publique des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, par avis public indiquant le lieu, le jour et l'heure fixés par le conseil pour la tenue de cette assemblée.

Within ten days of the adoption of such by-law by the municipal council and before it be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the city clerk shall call a public meeting of the municipal electors who are proprietors of taxable immoveables, by a public notice indicating the place, day and hour fixed by the council for holding such meeting.

Meeting
of elec-
tors-pro-
perty-
owners.

Prési-
dence.

Celle-ci est présidée par le maire ou le maire suppléant, ou, en leur absence, par l'un des échevins.

The latter shall be presided over by the mayor or acting-mayor or, in their absence, by one of the aldermen.

Presiding.

Procé-
dure.

Le greffier du conseil, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le règlement et le soumet aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure de-

The clerk of the council, acting as secretary for the meeting, shall read the by-law and submit it to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before one hour has elapsed

Proce-
dure.

puis l'ouverture de l'assemblée, cinquante de ces électeurs demandent que le règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour de la votation sur ce règlement, à une date appropriée, dans les quarante jours suivants.

Règlement approuvé.

Dans le cas où la votation n'aura pas ainsi été demandée, le règlement sera considéré approuvé.

Octroi autorisé.

25. La cité est autorisée à verser annuellement à l'Institut Canadien de Québec un octroi n'excédant pas trente mille dollars pour l'établissement et l'entretien de nouvelles bibliothèques publiques dans la cité de Québec.

Entrée en vigueur.

26. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

since the opening of the meeting, fifty of these electors request that the loan by-law be submitted for approval to the municipal electors who are proprietors of taxable immoveables, the chairman of the meeting shall fix the day for voting on such by-law, on a suitable date, within the following forty days.

In the case where the voting shall not have been requested, the by-law shall be deemed approved.

By-law approved.

25. The city is authorized to pay annually to l'Institut Canadien de Québec a grant not exceeding thirty thousand dollars for the establishment and maintenance of new public libraries in the city of Quebec.

Grant authorized.

26. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.